



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

aides soignants

Question écrite n° 14519

Texte de la question

M. Gabriel Biancheri * appelle l'attention de M. le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées sur la situation préoccupante des aides soignants dont la profession n'est pas à ce jour répertoriée au registre des professions paramédicales. En 1996, le diplôme professionnel d'aide soignant a certes remplacé le certificat d'aptitude à la fonction d'aide soignant, mais cela n'a pas abouti à la reconnaissance statutaire de la profession et le diplôme d'Etat n'est toujours pas à l'étude. En outre, la formation qui dure un an voit son coût augmenter régulièrement et peut atteindre jusque 6 000 euros. Enfin, la fonction d'aide soignant ne figure plus sur la liste des formations homologuées et ne peut donc plus bénéficier de prise en charge. Pourtant, les 361 000 aides soignants jouent un rôle essentiel dans notre système de santé en exécutant l'ensemble des soins de base nécessaires à l'entretien et à la continuité de la vie des personnes malades, handicapées ou en fin de vie. Aussi, compte tenu du sentiment d'indifférence de l'Etat vis-à-vis d'eux que génère cette situation il lui demande en conséquence de bien vouloir lui préciser les mesures que le Gouvernement entend prendre afin de reconnaître la profession des aides soignants à sa juste valeur.

Texte de la réponse

Le rôle des aides soignants découle des dispositions de l'article 2 du décret n° 93-345 du 15 mars 1993 relatif aux actes professionnels et à la profession d'infirmier. Conformément à ce texte, l'aide soignant intervient dans le cadre du rôle propre de l'infirmier, en collaboration avec lui et sous sa responsabilité, dans la limite de la compétence qui lui est reconnue du fait de sa formation. Diverses mesures sont intervenues ces dernières années pour tenir compte du rôle important que les aides soignants occupent au sein du système de soins, notamment auprès des personnes âgées. Ainsi, la formation initiale a été renouvelée et renforcée en 1994 et est désormais sanctionnée par un diplôme professionnel. Avant le 1er juillet 2003, un groupe de travail comprenant l'ensemble des représentants de la profession sera réuni afin d'examiner notamment l'élaboration d'un « référentiel-métier » qui pourrait constituer une première approche vers une reconnaissance professionnelle, en particulier dans le cadre de la validation des acquis de l'expérience (VAE). Par ailleurs, le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées est tout à fait conscient des difficultés rencontrées pour le financement de la formation des aides soignants et il regrette vivement cette situation. Il est vrai que cette formation, d'une durée d'un an, est payante, contrairement à celle en soins infirmiers. Son coût peut varier de 2 135 euros à 3 050 euros selon les écoles qui sont attenantes aux instituts de formation en soins infirmiers ou au sein de ceux-ci. Cependant, des aides financières sont possibles, notamment le maintien du traitement au titre de la promotion professionnelle pour environ un quart des élèves agents de la fonction publique et des bourses d'études du ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées, attribuées par critères de ressources par les directions départementales des affaires sanitaires et sociales. Diverses possibilités d'aides financières sont également accessibles en sollicitant les ANPE, les ASSEDIC, les conseils généraux ou régionaux.

Données clés

Auteur : [M. Gabriel Biancheri](#)

Circonscription : Drôme (4^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 14519

Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : santé

Ministère attributaire : santé

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 17 mars 2003, page 1978

Réponse publiée le : 16 juin 2003, page 4871